disability, or denounce the voting for any particular candidate as a sin or as an offence involving punishment here or hereafter."

Comme on voit, le juge Fitzgerald semble accorder d'abord aux prêtres une grande liberté d'action et de parole, mais il apporte ensuite à l'exercice de cette liberté des restrictions qui la réduisent à peu de chose. Je serais curieux de savoir comment un prêtre peut être libre "d'enseigner à l'électeur son devoir moral" sans pouvoir lui dire que s'il ne remplit pas ce "devoir moral" il commet "un péché. C'est au mot "péché" que l'on paraît avoir objection et je suppose qu'on ne verrait pas "d'influence indue" dans les paroles du prêtre, s'il se contentait de dire aux électeurs: "en votant de telle manière, vous remplirez votre "devoir moral," mais en votant autrement vous y manquerez," ou, "vous ferez un acte contraire à la morale;" Et cependant ces mots sont bien synonymes des termes incriminés. Or je le demande, est-il possible de les proscrire du libre enseignement de la morale?

Il est bon de faire observer en outre qu'au point de vue de la loi électorale il y a une grande différence entre le "refus" ou "la menace de refus des sacrements," et l'expression de l'opinion théologique que "voter en tel sens est un péché."

En effet, pour qu'il y ait intimidation il faut que celui qui commet cette offense prive ou menace de priver l'électeur d'un bien dont il dispose. Or les sacrements sont des biens spirituels dont le prêtre dispose suivant certaines règles que l'Église lui a tracées. Quand le prêtre refuse les sacrements à un électeur à cause de son vote, je comprends donc qu'un juge, "qui se croit compétent en matière spirituelle," puisse dire qu'il y a là intimidation.

Mais quand le prêtre dit simplement "qu'il y aurait péché à voter en tel sens," il ne prive pas et ne menace pas de priver l'électeur d'aucuns biens spirituels dont lui, prêtre, dispose. Il ne peut par lui-même constituer une personne en état de grâce ou de péché. Il exprime donc seulement une opinion de théologie morale qui peut être vraie ou fausse.

Mais ni le juge Fitzgerald ni moi ne sommes compétents à décider qu'elle est fausse. Il va sans dire que nous n'avons pas davantage le droit, ni le pouvoir de contrôler l'administration des sacrements et de décider que quelqu'un en est digne ou indigne. Toute la différence que j'ai voulu faire entre les deux cas, c'est que dans celui de refus des sacrements, il y a du moins dans l'ordre spirituel cette privation de biens qui dans l'ordre temporel constituerait "l'influence indue"; tandis que dans l'autre cas, je ne vois pas même dans l'ordre spirituel cet élément constitutif de l'offense.

Si M. le Juge Fitzgerald avait occasion de reconsidérer son opinion citée plus haut, et s'il était mis en face de toutes les difficultés que son application comporte, je ne suis pas éloigné de croire qu'il la modifierait.

II. En étudiant le texte de la loi qui définit l'offense dite "influence indue," j'ai démontré que les rapports de l'Église et de l'État ne pouvaient pas être en Canada les mêmes qu'en Angleterre; que ces deux sociétés qui en Angleterre n'en forment réellement qu'une seule sous un même chef, sont ici parfaitement distinctes et soumises à deux chefs différents; que par conséquent un texte de loi dont les termes sont très vagues et très généraux pouvait en Angleterre s'appliquer à l'ordre spirituel aussi bien qu'à l'ordre temporel tandis que dans notre pays il ne pouvait s'appliquer à l'ordre spirituel qu'en vertu d'une disposition expresse.